

Art. 2. Le nombre d'emplois d' « ouvrier non qualifié ou ouvrier qualifié ou premier ouvrier qualifié » existant au cadre des Musées royaux des Beaux-Arts de Belgique est porté de 42 à 43 unités.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1971, sauf en ce qui concerne la suppression des emplois de conservateur et de chauffeur de chauffage pour laquelle il produit ses effets le 1er avril 1971.

Art. 4. Notre Ministre de la Culture française et Notre Ministre de la Culture néerlandaise sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 5 septembre 1973.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre de la Culture française,

P. FALIZE

Le Ministre de la Culture néerlandaise,

J. CHABERT

Le Secrétaire d'Etat au Budget, | De Minister van Nederlandse Cultuur,

A. HUMBLET

22 FEVRIER 1974. — Arrêté royal relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subsides pour l'exécution de travaux d'infrastructure culturelle et sportive exécutés par les provinces, communes, agglomérations, fédérations et associations de communes et les Commissions de la Culture de l'agglomération bruxelloise

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 29 et 67 de la Constitution;

Vu la loi du 7 août 1931 sur la conservation des monuments et des sites;

Vu la loi du 26 juin 1963 modifiée par la loi du 4 juin 1971 relative à l'encouragement de l'éducation physique, de la pratique des sports et de la vie en plein air;

Vu l'arrêté du Régent du 2 juillet 1949 relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subsides pour l'exécution de travaux par les provinces, communes, associations de communes, commissions d'assistance publique, fabriques d'églises et associations de polders ou de wateringues, modifié par les arrêtés royaux des 23 janvier 1951, 7 mai 1951, 26 septembre 1951, 1er juillet 1952, 12 décembre 1955, 27 avril 1956, 15 mai 1956, 27 mars 1957, 22 octobre 1959, 1er février 1960, 13 mai 1960, 19 août 1960, 2 juin 1961, 26 juillet 1963, 2 septembre 1963, 23 octobre 1964, 13 mai 1965, 13 décembre 1966, 23 mars 1969, 12 septembre 1969, 12 janvier 1970, 17 juillet 1970 et 23 novembre 1971;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973, et notamment l'article 3, alinéa premier;

Vu l'urgence;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'Education physique, des Sports et de la Vie en plein air;

Vu les articles 7 et 8 de la loi du 28 décembre 1973 contenant le budget des dotations culturelles pour l'année budgétaire 1974;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Culture française et de l'Aménagement du Territoire et du Logement et de Notre Ministre de la Culture néerlandaise et des Affaires flamandes et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Dans la limite des crédits budgétaires, la compétence d'accorder des subsides, de les ordonner et de les liquider en vue de l'exécution des travaux mentionnés à l'article 3

Art. 2. Het aantal betrekkingen van « ongeschoold werkman of geschoold werkman of eerste geschoold werkman » welke bestaan in het kader van de Koninklijke Musea voor Schone Kunsten van België wordt verhoogd van 42 tot 43 eenheden.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1971, uitgezonderd wat betreft de afschaffing van de betrekking van conservator en van stoker waarvoor het in werking treedt op 1 april 1971.

Art. 4. Onze Minister van Franse Cultuur en Onze Minister van Nederlandse Cultuur zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 5 september 1973.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Franse Cultuur,

P. FALIZE

De Minister van Nederlandse Cultuur,

J. CHABERT

De Staatssecretaris voor Begroting,

A. HUMBLET

2p 176

22 FEBRUARI 1974. — Koninklijk besluit betreffende de staats-tussenkomst inzake toelagen voor het uitvoeren van culturele en sportinfrastructuurwerken uitgevoerd door de provincies, gemeenten, agglomeraties, federaties en verenigingen van gemeenten en de Commissies voor de Cultuur van de Brusselse agglomeratie

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 29 en 67 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 7 augustus 1931 op de bescherming van monumenten en landschappen;

Gelet op de wet van 26 juni 1963, gewijzigd door de wet van 4 juni 1971 houdende de bevordering van de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtleven;

Gelet op het besluit van de Regent van 2 juli 1949 betreffende de staatstussenkomst inzake toelagen voor het uitvoeren van werken door de provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten, commissies van openbare onderstand, kerkfabrieken en verenigingen van polders of van wateringen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 23 januari 1951, 7 mei 1951, 26 september 1951, 1 juli 1952, 12 december 1955, 27 april 1956, 15 mei 1956, 27 maart 1957, 22 oktober 1959, 1 februari 1960, 13 mei 1960, 19 augustus 1960, 2 juni 1961, 26 juli 1963, 2 september 1963, 23 oktober 1964, 13 mei 1965, 13 december 1966, 23 maart 1969, 12 september 1969, 12 januari 1970, 17 juli 1970 en 23 november 1971;

Gelet op de wetten betreffende de Raad van State, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, eerste lid;

Gelet op de hoogdringendheid;

Gelet op het advies van de Hoge Raad van de Lichamelijke Opvoeding, de Sport en het Openluchtleven;

Gelet op de artikels 7 en 8 van de wet van 28 december 1973 houdende de culturele dotaties voor het begrotingsjaar 1974;

Op de voordracht van Onze Minister van Nederlandse Cultuur en Vlaamse Aangelegenheden en Onze Minister van Franse Cultuur en Ruimtelijke Ordening en Huisvesting en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten wordt de bevoegdheid om toelagen te verlenen, te ordonneren en te vereffenen met het oog op de uitvoering van de in artikel 3 ver-

et qui sont entrepris par ou à l'initiative des provinces, des communes, des agglomérations, des fédérations et associations de communes et des Commissions de la Culture de l'Agglomération bruxelloise :

a) est exercée exclusivement par le Ministre qui a la Culture néerlandaise dans ses compétences pour les travaux entrepris dans les limites des provinces d'Anvers, Limbourg, Flandre orientale et Flandre occidentale, de l'arrondissement de Hal-Vilvorde et de Louvain ainsi que pour les travaux entrepris dans les limites du territoire bilingue de Bruxelles-Capitale, qui en raison de leur nature, doivent être considérés comme appartenant exclusivement à la Communauté néerlandaise;

b) est exercée exclusivement par le Ministre qui a la Culture française dans ses compétences pour les travaux entrepris dans les limites des provinces de Hainaut, Liège, Namur et Luxembourg et de l'arrondissement de Nivelles ainsi que pour les travaux entrepris dans les limites du territoire bilingue de Bruxelles-Capitale, qui, en raison de leur nature, doivent être considérés comme appartenant exclusivement à la Communauté culturelle française;

c) est exercée conjointement par les Ministres qui ont respectivement la Culture néerlandaise et la Culture française dans leurs compétences pour les travaux exécutés dans les limites du territoire bilingue de Bruxelles-Capitale, et qui, en raison de leur nature, doivent être considérés comme appartenant aux Communautés culturelles néerlandaise et française.

Art. 2. Le taux du subside est fixé normalement à 60 p.c. du montant total de la dépense à subventionner pour :

a) les travaux de construction, agrandissement et transformation des bibliothèques publiques, des centres culturels, des maisons de jeunes, des théâtres et des musées;

b) les travaux d'entretien, de consolidation ou de restauration devenus nécessaires à la conservation de la valeur historique, artistique ou scientifique d'un monument ou d'un édifice civil classé;

c) les travaux de construction, d'agrandissement et de transformation de centres sportifs et de récréation, de plaines de jeux, de bassins de natation, de salles de sport, d'auberges de jeunesse, de pistes de ski, de lacs et de plages artificielles et de toutes installations destinées à la récréation, au sport et à la vie en plein air, pour autant qu'il ne s'agisse pas de bâtiments somptuaires ou d'installations de luxe, ainsi que des installations de camping, à la condition qu'elles soient intégrées dans des centres sportifs ou de récréation.

Art. 3. Un subside comme celui prévu par l'article 2 peut également être octroyé pour l'achat de biens immobiliers bâties destiné aux fins énoncés à l'article 2, alinéas a et c.

Dans ce cas, le subside est calculé sur une base qui ne peut excéder l'estimation du receveur de l'Enregistrement compétent.

Art. 4. Les Ministres compétents peuvent, chacun en ce qui le concerne, dans les cas où ils l'estiment souhaitable, décider de considérer comme dépenses subsidiables certains équipements accessoires aux constructions.

Art. 5. § 1er. Le montant total des dépenses subsidiables visées à l'article 2 comprend :

a) le coût réel des travaux, taxe sur la valeur ajoutée comprise, fixé par le décompte des ouvrages, sans toutefois que ce coût puisse dépasser le montant de l'offre ou de la soumission approuvée, augmenté éventuellement du coût des travaux en plus, préalablement autorisés par le Ministre compétent.

b) Pour les travaux exécutés en régie, le montant du devis approuvé par le Ministre compétent, augmenté éventuellement des travaux supplémentaires, préalablement autorisés par le Ministre compétent, et des frais de location du matériel nécessaire à l'exécution des travaux.

c) Un montant forfaitaire à déterminer par chaque Ministre compétent pour la courverture des frais généraux de l'entreprise, comprenant notamment les honoraires de l'auteur du projet, les frais d'adjudication et de surveillance.

§ 2. Les interventions quelconques, volontaires ou obligatoires, de particuliers ou d'administrations, autres que celles provenant du maître de l'ouvrage, peuvent être déduites en tout ou en partie du montant des dépenses subsidiables.

§ 3. Les Ministres compétents peuvent, chacun en ce qui le concerne, fixer un plafond au montant total des dépenses subsidiables relatives à un travail déterminé.

meille werken, ondernomen door of op initiatief van de provincies, de gemeenten, de agglomeraties, de federaties en verenigingen van gemeenten en van de Commissies voor de Cultuur van de Brusselse Agglomeratie :

a) uitsluitend uitgeoefend door de Minister tot wiens bevoegdheid de Nederlandse Cultuur behoort, de werken ondernomen binnen de begrenzing van de provincies Antwerpen, Limburg, Oost-Vlaanderen en West-Vlaanderen en van de arrondissementen Halle-Vilvoorde en Leuven alsook voor de werken ondernomen binnen de grenzen van het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, die wegens hun aard, beschouwd moeten worden uitsluitend tot de Nederlandse Cultuurgemeenschap te behoren;

b) uitsluitend uitgeoefend door de Minister tot wiens bevoegdheid de Franse Cultuur behoort, voor de werken ondernomen binnen de begrenzing van de provincies Henegouwen, Luik, Namen en Luxemburg en van het arrondissement Nijvel, alsook voor de werken ondernomen binnen de grenzen van het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, die wegens hun aard beschouwd moeten worden uitsluitend tot de Franse cultuurgemeenschap te behoren;

c) gezamenlijk uitgeoefend door de Ministers tot wiens bevoegdheid respectievelijk de Nederlandse en de Franse Cultuur behoren, voor de werken uitgevoerd binnen de grenzen van het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, die, wegens hun aard, beschouwd moeten worden tot de Nederlandse en de Franse cultuurgemeenschappen te behoren.

Art. 2. De toelage wordt normaal vastgesteld op 60 pct. van het totale bedrag van de betoelaagbare uitgaven voor :

a) bouwwerken, vergrotingswerken en transformaties in verband met openbare bibliotheken, culturele centra, jeugdhuizen, schouwburgen en musea;

b) werken tot onderhoud, versterking of herstelling die noodzakelijk zijn tot het bewaren van de historische, artistieke of wetenschappelijke waarde van een geklasseerd burgerlijk monument of gebouw;

c) bouwwerken, vergrotingswerken en transformaties van sport- of vrijetijdscentra, speelpleinen, zwembaden, sportzalen, jeugdbergen, skibananen, kunstmatige meren en strandbaden en van alle installaties bestemd tot recreatie, sport en openluchtlevens, voor zover het geen praalgebouwen of luxe-inrichtingen zijn, alsook de kampeerinstallaties, op voorwaarde dat ze geïntegreerd zijn in sport- of recreatiecentra.

Art. 3. Een toelage als bedoeld in artikel 2 kan eveneens worden verleend voor de aankoop van gebouwde onroerende goederen bestemd tot de in artikel 2, littera's a en c omschreven doelen.

In zulk geval wordt de toelage berekend op een basis die de waardering vanwege de bevoegde ontvanger van Registratie niet mag overtreffen.

Art. 4. De bevoegde Ministers kunnen, elk wat hem betreft, beslissen bepaalde uitrusting die bij de bouwwerken behoren, als betoelaagbare uitgaven aan te merken, wanneer hen dit gewenst voorkomt.

Art. 5. § 1. Het totaal bedrag van de betoelaagbare uitgaven waarvan sprake in artikel 2 omvat :

a) De werkelijke kostprijs van de werken, inclusief de belasting over de toegevoegde waarde, vastgesteld aan de hand van de definitieve afrekening, doch beperkt tot het bedrag van de goedkeurde offerte of aanbesteding eventueel verhoogd met de door de bevoegde Minister vooraf toegelaten bijkomende werken.

b) Het bedrag van de door de bevoegde Minister goedkeurde kostenraming voor de werken uitgevoerd onder eigen beheer, eventueel verhoogd met de vooraf door de bevoegde Minister toegelaten bijkomende werken en met de huurkosten van het materieel dat voor de uitvoering van de werken nodig is.

c) Een forfaitair door elke bevoegde Minister te bepalen bedrag tot dekking van de algemene kosten van de aanneming, hierin onder meer begrepen, het ereloon van de ontwerper, de aanbestedingskosten en de kosten van toezicht.

§ 2. Om het even welke vrijwillige of verplichte bijdrage vanwege particulieren of besturen, uitgezonderd deze vanwege de bouwheer, kunnen geheel of gedeeltelijk afgetrokken worden van het bedrag van de betoelaagbare uitgaven.

§ 3. De bevoegde Ministers kunnen, elk wat hem betreft, het totaal bedrag van de betoelaagbare uitgaven in verband met een bepaald werk, plafonneren.

Art. 6. Sont abrogés :

1° l'article 2, § II de l'arrêté du Régent du 2 juillet 1949 tel qu'il a été modifié par l'article 1er de l'arrêté royal du 13 mai 1965;

2° l'article 4, 2°, c, du même arrêté du Régent.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le premier janvier 1974.

Art. 8. Nos Ministres de la Culture française et de l'Aménagement du Territoire et du Logement et de la Culture néerlandaise et des Affaires flamandes sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 février 1974.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Culture française
et de l'Aménagement du Territoire et du Logement,

P. FALIZE

Le Ministre de la Culture néerlandaise
et des Affaires flamandes,

J. CHABERT

**MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS
ET DES POSTES, TELEGRAPHES ET TÉLÉPHONES**

25 FEVRIER 1974. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 25 septembre 1968 relatif à la licence d'apprentissage et au permis de conduire

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, notamment les articles 21 et 23 à 27;

Vu la convention internationale sur la circulation routière et annexes, signées à Genève le 19 septembre 1949 et l'accord européen complétant la convention sur la circulation routière et le protocole relatif à la signalisation routière de 1949, signé à Genève le 16 septembre 1950, approuvé par la loi du 1er avril 1954;

Vu l'arrêté royal du 3 mai 1965 portant classement des véhicules automoteurs en catégories pour l'application des dispositions légales et réglementaires relatives au droit de conduire;

Vu l'arrêté royal du 25 septembre 1968 relatif à la licence d'apprentissage et au permis de conduire modifié par les arrêtés royaux du 6 octobre 1971 et du 30 mars 1973;

Vu l'arrêté royal du 12 janvier 1973 adaptant la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat à la législation sur l'emploi des langues en matière administrative, et coordonnant la législation relative au Conseil d'Etat notamment l'article 3;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre des Communications,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 3 de l'arrêté royal du 25 septembre 1968 relatif à la licence d'apprentissage et au permis de conduire est remplacé par la disposition suivante :

« Article 3. § 1er. Est soumise à la licence d'apprentissage toute personne qui apprend à conduire un véhicule automoteur sur la voie publique ou qui ne peut certifier qu'elle possédait, le 1er janvier 1967, et qu'elle possède encore les connaissances et l'habileté nécessaires à la conduite d'un tel véhicule.

§ 2. N'est pas soumise à la licence d'apprentissage, la personne qui justifie de ses connaissances et de son habileté à conduire :

1° soit par la production d'un permis de conduire ou d'un certificat d'aptitude professionnelle visé à l'article 2, 1° ou 7°;

Art. 6. Opgeheven worden :

1° artikel 2, § II van het besluit van de Regent van 2 juli 1949, zoals dit werd gewijzigd door artikel 1 van het koninklijk besluit van 13 mei 1965;

2° Artikel 4, 2°, c, van hetzelfde besluit van de Regent.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1974.

Art. 8. Onze Minister van Nederlandse Cultuur en Vlaamse Aangelegenheden en Onze Minister van Franse Cultuur en Ruimtelijke Ordening en Huisvesting worden, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 februari 1974.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Franse Cultuur
en Ruimtelijke Ordening en Huisvesting.

De Minister van Nederlandse Cultuur
en Vlaamse Aangelegenheden.

—

**MINISTERIE VAN VERKEERSWEZEN
EN VAN POSTERIJEN, TELEGRAFIE EN TELEFOON**

25 FEBRUARI 1974. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 september 1968 betreffende de leervergunning en het rijbewijs

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd de 16e maart 1968, inzonderheid de artikelen 21 en 23 tot 27;

Gelet op het internationaal verdrag nopens het wegverkeer en bijlagen, ondertekend te Geneve op 19 september 1949, en op de Europese Overeenkomst, houdende aanvulling van het verdrag nopens het wegverkeer en het protocol nopens de verkeerstekens van 1949, ondertekend te Geneve op 16 september 1950, goedgekeurd door de wet van 1 april 1954;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 mei 1965 houdende indeling van de voertuigen met eigen beweegkracht in categorieën voor de toepassing van de wets- en reglementaire bepalingen betreffende het recht tot sturen;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 september 1968 betreffende de leervergunning en het rijbewijs, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 6 oktober 1971 en van 30 maart 1973;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 januari 1973 tot aanpassing van de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State aan de wetgeving betreffende het gebruik van de talen in bestuurszaken en tot coördinatie van de wetten op de Raad van State, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op de hoogdringendheid;

Op de voordracht van Onze Minister van Verkeerswezen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 3 van het koninklijk besluit van 25 september 1968 betreffende de leervergunning en het rijbewijs wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 3. § 1. De leervergunning is verplicht voor eenieder die een voertuig met eigen beweegkracht leert sturen op de openbare weg of die niet kan bevestigen dat hij op 1 januari 1967 de nodige kennis en vaardigheid bezat en nog bezit om zulk voertuig te besturen.

§ 2. Van de leervergunning wordt vrijgesteld, eenieder die zijn kennis en vaardigheid om te sturen bewijst :

1° hetzij door het voorleggen van een rijbewijs of een bewijs van beroepsvaardigheid als bedoeld in artikel 2, 1° of 7°;